

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALLOO FRANCE SA DIEPPE

38 chemin des Aubépines
76370 Rouxmesnil-Bouteilles

Références : UDRD.2025.12.T.689
Code AIOT : 0005802182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement GALLOO FRANCE SA DIEPPE implanté 38, chemin des Aubépines 76370 Rouxmesnil-Bouteilles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société GALLOO FRANCE SA DIEPPE est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, et ainsi à la déclaration des résultats d'analyse des concentrations en substances PFAS et en AOF, sur l'ensemble des points de rejets aqueux pertinents de l'installation.

En l'absence d'analyse au-delà de l'échéance du 21 mai 2024 et des relances de l'inspection du 31 janvier 2025, la société GALLOO FRANCE SA DIEPPE a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 31 mars 2025 de se conformer à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, en réalisant les 3 campagnes de mesures sur chacune des substances PFAS.

Cette visite s'inscrit dans ce cadre mais également dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle

2025 des installations classées (visite des 7 ans). Elle a aussi été l'occasion, dans le cadre de l'action nationale relative à la contractualisation d'un centre VHU avec un éco-organisme, de vérifier que l'exploitant dispose d'un contrat avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé pour pouvoir assurer ses activités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE SA DIEPPE
- 38, chemin des Aubépines 76370 Rouxmesnil-Bouteilles
- Code AIOT : 0005802182
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GALLOO est autorisée par arrêté préfectoral du 14 mai 2004 modifié (par arrêté du 11 janvier 2013 et du 12 décembre 2018 valant agrément VHU) à exploiter un centre de transit et tri de déchets ferreux et non ferreux ainsi qu'un centre VHU, pour ses installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage sur le site située au n°38 chemin des Aubépines à Rouxmesnil-Bouteilles.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Insertion paysagère	Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 2.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Détection de radioactivité	Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 3.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Exploitation du centre	Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 4.1.10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 4.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 4.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Campagnes d'analyse PFAS	AP de Mise en Demeure du 31/03/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
3	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
4	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
5	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet
12	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 5.3	Sans objet
13	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 5.10	Sans objet
14	Station de dépollution	Arrêté Préfectoral du 18/10/2006, article 5	Sans objet
15	Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > IV.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2025 en réalisant les 3 campagnes de mesure sur les 20 PFAS obligatoires, conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dont les résultats d'analyse ont bien été transmis par voie électronique sur la plate-forme GIDAF. Les résultats n'appellent pas de commentaire particulier de l'inspection.

L'inspection propose à monsieur le Préfet la levée de la mise en demeure du 31 mars 2025.

Concernant les autres sujets de la visite, il est attendu de la part de l'exploitant des améliorations dans les délais indiqués sur le suivi de la surveillance de la qualité des eaux souterraines (réparation et suivi des piézomètres à réaliser tous les semestres), sur la tenue du site (clôture efficace avec la pose de blocs béton, réparation des faces abîmées des cellules de stockage, identifier la zone d'isolement en cas de détection de la radioactivité), sur le suivi du rejet des eaux pluviales (analyse à faire) et sur l'activité de découpage au chalumeau (zone à bien identifier distante d'au moins 8 m des autres dépôts de métaux, produits inflammables ou matières combustibles avec la mise en place d'un extincteur). Des demandes d'actions correctives ont été formulées pour leur résolution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/03/2025, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et transmission des résultats
Prescription contrôlée : La société GALLOO France à ROUXMESNIL-BOUTEILLES, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses activités de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables, dans un délai de 4 mois, les prescriptions, de l'article 44-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 reprises ci-après : « L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. ».
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des rapports d'analyses en lien avec la campagne de recherche des substances PFAS dans les rejets aqueux des installations. Des prélèvements ont été faits le 30 janvier, 24 février et 24 mars 2025. Les 3 campagnes réglementaires de mesures mensuelles ont donc bien été réalisées. L'ensemble des éléments présentés permettent à l'inspection de constater que les résultats indiquent des concentrations en PFAS en dessous des limites de quantification de 100 ng/L évoquées dans l'arrêté du 20 juin 2023 susmentionné. L'inspection constate que les résultats d'analyse de recherche des substances PFAS ont bien été transmis sur la plate-forme de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF) . Relevé de décision : L'inspection propose à Monsieur le préfet la levée de la mise en demeure du 31 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.

Constats :
L'inspection constate que l'exploitant dispose bien d'un contrat signé en date du 18 décembre 2024 avec l'éco-organisme Recyclermonvehicule.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée :
II-R. 543-155-1 : Tout centre VHU disposant d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 peut réaliser les opérations de gestion de tout véhicule hors d'usage correspondant à la catégorie d'agrément de l'éco-organisme. Il peut laisser, en l'état, à disposition des systèmes individuels les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26. Tout centre VHU ne disposant pas d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 ne peut réaliser que les opérations de gestion de véhicules hors d'usage pour lesquelles il dispose d'un contrat conclu avec le système individuel du producteur de ces véhicules. Il laisse, en l'état, à disposition des autres systèmes individuels ou éco-organismes les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.
Constats :
L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un contrat avec l'éco-organisme Recyclermonvehicule. L'exploitant peut ainsi traiter toute marque de véhicules hors d'usage (VHU).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée :
Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats :
L'exploitant déclare que la prise en charge d'un véhicule hors d'usage pour destruction à la réception sur le site est gratuite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant est inscrit dans l'application Trackdéchets et dispose bien de bordereaux de suivi de VHU.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Insertion paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 2.9
Thème(s) : Autre, Clôture et propreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage.</p> <p>Dans le respect des dispositions du P.O.S. et afin d'en interdire l'accès, le site sera entièrement entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres, doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes sur les façades où le site peut être facilement perçu depuis l'environnement proche. Cette disposition sera appliquée dès notification de l'arrêté.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en</p>

bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Constats :

L'inspection constate que dans l'ensemble le site est propre et qu'il a fait l'objet d'une réorganisation des stocks. L'exploitant indique en effet avoir déplacé l'activité de cisailage de la ferraille avec une nouvelle presse cisaille pour notamment tenir compte des études de bruit. Il précise avoir ainsi créé des îlots de stock de ferraille (par qualité) pour mieux circuler sur le site et faire passer une balayeuse une fois tous les mois et demi.

L'inspection constate que des bennes font office de clôture au niveau du bassin de décantation et que l'accès extérieur permettant notamment d'accéder au point de prélèvement des rejets aqueux est condamné.

L'exploitant explique être victime d'intrusions régulières et avoir entrepris en conséquence l'installation des blocs bétons sur 4 mètres de hauteur (une partie étant déjà arrivée sur site), d'ici la fin de l'année 2025 et avoir positionné des bennes dans cette attente.

L'inspection constate également que certaines cellules de stockage sont abîmées. L'exploitant déclare remplacer au fur et à mesure à l'aide de plaque de tôle (plus résistante) les faces abîmées des cellules de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai de 2 mois**, s'assurer d'une clôture efficace et résistante avec la mise en place des blocs bétons sur 4 mètres de hauteur et remettre en service la porte située au niveau du bassin de décantation. Il doit également réparer et entretenir les faces abîmées des cellules de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Détection de radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 3.4

Thème(s) : Autre, Contrôle

Prescription contrôlée :

L'exploitant mettra en place dès notification du présent arrêté un contrôle de détection de radioactivité à l'entrée des déchets sur le centre, ainsi que les procédures de contrôle associées, accompagnées de la nécessaire formation des opérateurs.

Un exemplaire des procédures de contrôle et des justificatifs de formation des opérateurs sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection constate la présence d'un portique de détection de la radioactivité au niveau du pont bascule ainsi qu'un point de mesure au niveau du bâtiment de réception de métaux. Le portique et le point de mesure ont été testés et vérifiés en septembre 2025 par un organisme agréé pour

conclure que les dispositifs sont conformes. L'exploitant déclare ne pas avoir eu de déclenchement en 2025 et présente la fiche de procédure en date du 10 juin 2025. L'inspection note toutefois que la zone d'isolement en cas de déclenchement n'est pas identifiée sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°2 : l'exploitant doit au plus tard sous un délai de 1 mois identifier sur son site, la zone d'isolement en cas de déclenchement de la détection de la radioactivité pour un chargement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Exploitation du centre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 3.5
Thème(s) : Autre, Stockage de déchets de métaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation du centre doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets réceptionnés et triés dans l'établissement.</p> <p>Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.</p> <p>Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées, en cas de situation particulièrement grave.</p> <p>Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.</p> <p>Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.</p> <p>Les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.</p> <p>Les déchets à l'état pulvérulent (fines, poussières...) ne sont admis sur le centre que s'ils sont conditionnés en emballages étanches.</p> <p>Tri/ stockage de déchets de métaux :</p> <p>La surface dédiée au tri et au stockage de ces déchets n'excède pas 20 000 m² .</p> <p>Les déchets de métaux sont stockées en îlots de surface maximale de 8 000 m² et de hauteur maximale 6 m.</p> <p>Une allée d'au moins 4 m de largeur sépare les îlots.</p> <p>Les carcasses de véhicules devront subir un traitement de dépollution et de séparation des com-</p>

posants principaux (plastiques, pneumatiques, verre...) avant toute opération de traitement (découpe, presse...).

Dans le cas où les déchets de métaux seraient découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Chaque dépôt de pneumatiques doit être limité à 50 m³, la quantité totale stockée sur le site n'excédant pas 350 m³. Ces dépôts doivent être distants les uns des autres d'au moins quinze mètres. Une voie de circulation de largeur minimale de huit mètres sera prévue autour de chaque dépôt.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de huit mètres des dépôts de métaux, ainsi que des dépôts de pneumatiques et en général de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

Les déchets ou emballages susceptibles de porter atteinte à la sécurité des opérateurs ou du site, tels que bouteilles de gaz divers, accumulateurs, corps creux, objets suspects... devront être mise de côté et faire l'objet d'un traitement approprié sous la responsabilité de l'exploitant, et conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Les batteries seront regroupées au sein de conteneurs ou bennes étanches, résistants à la corrosion, dotés de fermetures et disposés à l'abri des intempéries

Constats :

L'inspection constate que les aires de stockage des produits triés sont délimitées, séparées et identifiées. L'exploitant déclare effectuer systématiquement un contrôle visuel des déchets réceptionnés mais précise que les erreurs de tri (du bois ou plastique dans les métaux par exemple) constatées n'amènent pas de refus du chargement complet, car les déchets peuvent être traités sur le site. Par contre, une décote est appliquée sur la vente du déchet ou produit.

L'inspection constate que la zone de découpe au chalumeau n'est pas suffisamment sécurisée : on note la présence de 8 cadres de bouteilles d'oxygène (5 vides, 2 pleins et 1 en cours d'utilisation), l'absence d'un extincteur et le manque de signalétique identifiant la zone et la présence à moins de 8 mètres d'un conteneur rempli de bouteilles de gaz en mélange (inertées ou non).

La zone des déchets « interdits » (bouteilles de gaz) à l'origine d'erreur de tri dans les bennes de métaux n'est pas correctement identifiée. Les bouteilles de gaz non inertées doivent être mises de côté et stockées à la verticale dans l'attente d'un traitement approprié, comme une reprise par le fournisseur par exemple.

De plus, l'inspection constate la présence de 4 bennes (de 30 m³) pouvant ainsi accueillir des déchets de pneumatiques, la quantité totale présente n'excède donc pas les 350 m³. Par contre, elles sont accolées les unes aux autres et ne permettent de prévenir une propagation de feu entre les bennes.

L'inspection constate la présence de bacs de batteries sous abri.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois**, identifier et sécuriser sa zone destinée aux opérations de découpage au chalumeau. Il doit installer un extincteur, entreposer uniquement les bouteilles d'oxygène nécessaires (1 cadre plein et vide) et garder une distance d'au

moins 8 mètres avec tous dépôts de métaux, pneumatiques et produits inflammables ou matières combustibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 4.1.10
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des eaux pluviales souillées – eaux de lavage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1.10. Un réseau de collecte des eaux pluviales souillées - eaux de lavage provenant des aires étanches de circulation et de stockage doit être aménagé et raccordé dès notification de l'arrêté à une installation de traitement (de type débourbeur/séparateur d'hydrocarbures) correctement dimensionnée, avant rejet au milieu naturel. Le dimensionnement de ce dispositif doit être effectué selon les règles de l'art. Cette installation fera l'objet d'un entretien régulier pour vérifier son efficacité et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.</p> <p>Le rejet des eaux pluviales en sortie de l'ouvrage de traitement doit respecter les valeurs maximales suivantes :</p> <p>5,5 < pH < 8,5 température < 30°C DCO < 300 mg/L (norme NFT 90101) Hydrocarbures < 5 mg/L (norme NFT 90114) MES <30 mg/L (norme NF EN 872)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate qu'une analyse des rejets aqueux a été réalisée le 12 décembre 2024 dont le rapport relève deux dépassements sur le paramètre DCO mesuré à 199 mg/L pour une valeur limite de 125 mg/L et la DBO5 mesuré à 97 mg/L pour une valeur limite de 30 mg/L. L'exploitant indique avoir procédé le 14 janvier 2025 au nettoyage du bassin de décantation de 500 m³ et des séparateurs à hydrocarbures du site. Les canalisations avaient été nettoyées le 14 juin 2024 en même temps que les séparateurs à hydrocarbures, preuve à l'appui le bon d'intervention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°4 :</u> l'exploitant doit avant le 31 décembre 2025 procéder au nettoyage des séparateurs à hydrocarbures du site puis effectuer l'analyse annuelle du rejet des eaux pluviales dont le rapport sera transmis à l'inspection accompagné le cas échéant des mesures correctives mises en place ou envisagées en cas de dépassement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 4.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des VLE
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement. La première mesure est à effectuer dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté. L'exploitant ouvre un registre dans lequel il reporte les éléments suivants : une carte localisant toutes les zones d'émergence réglementées existantes au moment de la notification de l'arrêté, la définition des points de mesure dans les zones précitées, les résultats des campagnes de mesures. La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. La durée de chaque mesure sera d'une demi-heure au moins. En cas de non conformité, les résultats des mesures seront transmis à l'inspection des installations classées accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.
Constats : Les horaires d'exploitation du site sont du lundi au vendredi de 8h à 12h et 13h à 17h. L'inspection constate qu'une mesure de bruit a été réalisée le 29 janvier 2024 avec l'ajout d'un deuxième point de mesure au niveau des autres habitations les plus proches situées de l'autre côté de la voie ferrée. Le rapport relève deux non conformités sur les 5 points de mesures en limite de propriété. L'exploitant précise que le point en limite de propriété se situe à proximité d'une maison laissée à l'abandon depuis plusieurs années et l'autre au niveau de la position de l'ancienne presse cisaille (à l'origine du dépassement) qui a été remplacée et déplacée au milieu du site en septembre 2024. Le rapport relève aussi un dépassement en zone à émergence réglementée mais au niveau de la maison abandonnée. Relevé de décision : L'inspection considère que le point de mesure où se situe la maison abandonnée n'est pas pertinent et n'engendre pas de nuisance sonore. L'inspection n'a d'ailleurs jamais eu de signalement de bruit dans cette zone. Cependant, lors de la prochaine campagne périodique, l'exploitant veillera à réaliser une mesure de l'émergence en un point plus approprié (maison habitée).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 5 : l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois réaliser une nouvelle mesure de bruit afin de s'assurer que la nouvelle presse cisaille n'engendre pas de nuisance sonore. Le rapport sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines du site. Cette surveillance doit permettre de caractériser le cas échéant une éventuelle pollution de la nappe due aux activités qui étaient ou qui sont exercées sur le site.</p> <p>A cette fin :</p> <p>trois piézomètres sont implantés en aval hydraulique de l'entreprise, ainsi qu'un piézomètre en amont. Leur localisation est conforme au plan joint au présent arrêté (piézomètres PZ0, PZ1, PZ2 et PZ3),</p> <p>une fois par semestre, le niveau piézométrique est relevé dans chacun des piézomètres, et des prélèvements sont effectués dans la nappe alluviale. Ceux-ci sont réalisés alternativement en période de basses et de hautes eaux. Les analyses sont réalisées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement, selon les normes en vigueur. Elles portent sur les paramètres suivants :</p> <p>hydrocarbures totaux,</p> <p>6 HAP (Fluoranthène, Benzo(3,4) Fluoranthène, Indéno(1,2,3-cd)Pyrène, Benzo(11,12)Fluoranthène, Benzo(1,12) Pérylène, Benzo(3,4)Pyrène) et leur somme,</p> <p>BTEX,</p> <p>métaux : cuivre, plomb, zinc,</p> <p>PCB, PCT.</p> <p>les résultats de cette surveillance (suivi piézométrique, analyses) sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées,</p> <p>si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant informe dans les plus brefs délais le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées,</p> <p>les modalités de surveillance pourront être réexaminées si aucune anomalie n'est constatée sur une période d'au moins 2 années.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant ne réalise plus de surveillance sur la qualité des eaux souterraines de son site depuis 2018. A l'époque, l'exploitant avait demandé le réexamen des modalités de surveillance et devait transmettre à l'inspection un dossier présentant l'évolution des paramètres depuis la surveillance (sous forme de graphique) et accompagnée d'un plan illustrant l'implantation des piézomètres et le sens d'écoulement de la nappe ainsi qu'une interprétation des résultats pour pouvoir statuer sur la demande. Aucun dossier n'a été transmis à l'inspection.</p> <p>Les modalités de surveillance pouvaient être réexaminées si aucune anomalie n'est constatée sur une période d'au moins 2 années.</p> <p>L'exploitant déclare avoir réalisé une analyse sur les 4 piézomètres en décembre 2024 dont le rapport semble indiquer selon les dires de l'exploitant que des piézomètres sont en mauvais état.</p> <p>L'inspection constate que le piézomètre n°2, déclaré défectueux en septembre 2012, a bien été réparé, mais n'a pas pu vérifier les autres piézomètres. L'inspection constate toutefois que l'exploitant ne dispose pas de résultats de suivi des piézomètres sur les 2 dernières années sans anomalie.</p> <p>Relevé de décision :</p> <p>L'inspection ne peut réexaminer les modalités de surveillance en l'absence de résultats sur au</p>

moins 2 années consécutives et sans anomalies relativement au mauvais état de certains piézomètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°6 : L'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois réparer les piézomètres déclarés en mauvais état dans le rapport de décembre 2024. Il doit également reprendre la surveillance de la qualité des eaux souterraines du site sur au moins 2 années consécutives pour pouvoir prétendre à un réexamen des modalités de surveillance. Les résultats de la surveillance seront renseignés dans l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques / extincteurs
Prescription contrôlée : Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes : date et nature des vérifications, personne ou organisme chargé de la vérification, motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.
Constats : L'inspection constate que les vérifications annuelles sont bien réalisées et inscrites sur un registre sécurité, notamment en 2025 sur : - les installations électriques avec un rapport Q18 qui conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie et/ou d'explosion et un contrôle par thermographie infra rouge conforme; - les extincteurs et les RIA sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2004, article 5.10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie et en extincteurs pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens sont suffisamment denses et répondront aux risques à couvrir. Des robinets d'incendie armés et des extincteurs appropriés aux risques encourus sont également disponibles sur le site en nombre suffisant : extincteurs à poudre, extincteurs à dioxyde de carbone près des appareils électriques, etc. Chaque poste de découpe au chalumeau doit être équipé d'un extincteur. Des réserves de sable de 100 kg doivent être prévues sur le site, afin de permettre d'étouffer tout début d'incendie, ou d'étancher toute fuite de produit sur le site. Un poste d'appel des services de secours doit être implanté dans les bureaux, avec les numéros d'urgence, clairement indiqués, et situés à proximité. La défense extérieure contre l'incendie doit être assurée par un poteau de 100 mm normalisé piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 litres / minutes sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site, par des chemins praticables. Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable, ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et doit être réceptionné en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours, dès sa mise en eau.
Constats : L'inspection constate que le poste de découpe au chalumeau ne dispose pas d'un extincteur (cf la demande n°3 dans le présent rapport) mais bien d'une réserve de sable. L'inspection constate la présence d'un poteau incendie à l'entrée du site, équipé d'une protection anti-choc. L'exploitant indique que le poteau a été testé cette année et délivre un débit de 108 m ³ /h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Station de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2006, article 5
Thème(s) : Autre, VHU non dépollués
Prescription contrôlée : la dépollution des véhicules hors d'usage est effectuée à l'aide d'une station de dépollution amovible en poste fixe spécialement conçues à cet effet. Le nombre maximale de véhicules en attente

de dépollution pouvant être entreposé sur le site est de 20. Une surface spécifique est dédiée pour l'attente de ces véhicules ainsi que pour la station de dépollution. Ces surfaces sont étanches et munies de capacités de rétention afin de prévenir toute pollution accidentelle. L'ensemble des liquides polluants extraits des véhicules est entreposé et traité conformément à la réglementation.
Constats : L'inspection constate la présence d'un bâtiment destiné à la dépollution des véhicules hors d'usage au milieu du site et la présence de 15 véhicules en attente de dépollution sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > IV.
Thème(s) : Autre, VHU après dépollution
Prescription contrôlée : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.
Constats : L'inspection constate la présence de véhicules dépollués empilés sur 2 hauteurs ne dépassant pas les 3 mètres autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite